

BUDGET, BAYROU NOUS DECLARE LA GUERRE SOCIALE ! À NOUS DE MENER LA BATAILLE !

Bayrou/Macron prennent aux pauvres pour donner aux (très très) riches : c'est le ruissellement... vers le haut !

Bayrou a confirmé ce que l'on savait déjà. Un gouvernement au service des patrons ne peut que mener une politique au service des patrons. Ce projet de budget est un transfert de fonds des poches des travailleurs-euses à celles des patrons, **une véritable déclaration de guerre** aux classes populaires, aux pauvres, aux chômeurs-euses, aux travailleurs-euses, aux retraité.es, aux services publics, aux fonctionnaires...

La semaine dernière, deux informations ont mis en résonance le sens des politiques conduites et renforcées par les gouvernements macron, et leurs impacts. Une étude de l'INSEE conclue que 1 foyer sur 6 vit sous le seuil de pauvreté. Une commission d'enquête du sénat chiffre les **cadeaux fiscaux de l'Etat aux entreprises à 211 milliards minimum en 2023.**

La guerre, le déficit et la dette pour justifier toutes les régressions sociales. Et la Grèce comme épouvantail ! Mais la guerre, en fait, c'est une guerre sociale !

Suppression de postes et nouveau blocage de la rémunération des fonctionnaires, **baisse de plus de 5 milliards des dotations aux collectivités et donc nouvelles suppressions de postes et dégradation du service public**, gel et donc baisse des minimas sociaux et des retraites, suppression de 2 jours fériés et donc nouvelle augmentation du temps de travail... gratuitement, nouvelle attaque contre le service de santé et les droits à maladie, gel du barème et donc augmentation des impôts...

C'est à une véritable avalanche de mesures plus anti sociales les unes que les autres que nous avons droit. **Seul le budget de la défense sera épargné ainsi que les cadeaux aux entreprises et aux actionnaires.**

D'autres solutions existent

Le problème ce ne sont pas les dépenses mais bien les recettes ! Les dépenses de l'État sont stables. **Le problème ce sont l'évasion et la fraude fiscale, les exonérations de toutes sortes, les niches fiscales, la suppression de l'ISF...** La sécurité sociale ne serait pas déficitaire sans les 80 milliards d'exonération accordées aux entreprises.

Taxe Zucman, retour de l'ISF, suppression des exonérations et des cadeaux fiscaux... Les solutions existent mais ni la macronie ni le patronat ne veulent en entendre parler.

Au-delà d'une éventuelle censure de ce gouvernement et de ces politiques, construire le rapport de force

Le refus de ce budget austéritaire, qui ne fera qu'aggraver la situation budgétaire par sa spirale récessionniste, est indispensable, et donc la censure et la chute du gouvernement Bayrou. Mais il sera aussitôt remplacé par un.e 1er.e ministre conduisant la même politique, voire pire.

BUDGET 2026: LE GOUVERNEMENT
À LA RECHERCHE DE 40 MILLIARDS D'EUROS



D'autres choix sont possibles, au service de l'immense majorité de la population. A nous de les imposer ! Dans nos services publics, dans nos entreprises, nous devons dès aujourd'hui construire la mobilisation pour y parvenir.